

Rapport de la commission restreinte entre chefs traditionnels et chargés de CoCo

✓ **Etaient présents**

- Mwami Kabare : chef de chefferie Kabare (Sud Kivu)
- Mwami Selemani Kitunda : chef de groupement Bakondjo (Nord Kivu)
- Nkie-Fansuni : chef Buantaba : chefferie de Mbankana (ville province de Kinshasa)
- Jean-Louis Kazadi Lenge : chargé de CoCo PNKL
- Modeste Kaputo Kabulwani : chef de secteur Kafira (Katanga)
- Albert- Kawanga : chef de terre Kitembwe et représentant chef Kilembwe (Katanga)
- Zenon Lwesso : chef de chefferie basile (Sud-Kivu)
- Christophe Ilunga Kabengele : chef chefferie Butumba (Katanga)
- Erneste Kalibundji : chef de secteur Walengola Babira (Province Orientale)
- Mambeme Muswabantu : chef de terre Kyabondo (Katanga)
- Augustin Musempa Ngoy : chef de groupement kalonga (Katanga)
- Kakudji Ngoy Pierre : chef de terre Mukenge (Katanga)

✓ **Modération** : Eulalie Bashige

✓ **Rapporteur** : Chef Erneste Kalibundji

✓ **A l'ordre du jour** : échange à bâton rompu sur les problèmes & préoccupations et attentes des chefs traditionnels sur et pour l'implication des communautés à la CoCo

✓ **Problèmes et/ ou préoccupations soulevés par les chefs traditionnels**

1. Les limites des APs sont inconnues car pas matérialiser. Entre deux limites naturelles connues çàd les rivières et / ou montagnes, personne ne sait si la ligne qui les relie est droite/ sunoisidale/ ou triangulaire ceci explique l'incursion des communautés pour y pratiquer : la pêche, la chasse et l'agriculture. Les chefs n'en peuvent rien parce que confronter au même problème.
2. Les zones tampons (surtout au Katanga) ne doivent être considérées comme des zones de conservation intégrale. La petite chasse, la pêche ou l'agriculture devraient y être autorisées afin de réduire les menaces aussi ceci faciliterait la sensibilisation faite par les chefs.
3. Les agents de l'ICCN et leurs partenaires donnent des fausses promesses aux chefs et aux communautés. Ils promettent des interventions sociales et

économiques (routes, centres de santé, primes aux chefs etc...). Ce discours démagogique tenu depuis des années exacerbe les tensions

4. Les agents NU de l'ICCN commettent le braconnage interne et la population le sait parce que ces derniers sont les enfants des villages. Alors elle trouve injuste qu'on lui demande à elle de ne pas chasser.
5. La pêche aux moustiquaires et dans les frayères est reconnue mauvaise par les chefs mais ils redoutent les commanditaires. Il faut agir à un niveau plus élevé : autorités politiques et ou les chefs militaires. Ceci dépasse les juridictions.
6. Le ravage des cultures par les animaux des parcs ne permet de concilier l'ICCN et les communautés. Il faut absolument trouver une solution sans laquelle même la coco échouerait
7. Certaines autorisations de chasse sont données par le ministère de l'Environnement. Les chefs n'y peuvent rien.
8. Le manque d'emploi, d'écoles, de centres de santé, des routes de desserte agricole sont à la base des pressions sur les ressources naturelles des parcs.
9. Le patrouille mixte ICCN/ Chefs inquiètent les chefs qui ne peuvent arrêter les braconniers qui sont de leurs villages de peur de s'attirer l'animosité de la population
10. Recours intempestif aux feux de brousses par la population

✓ **Attentes formulées**

1. Clarifier/matérialiser les limites des parcs et augmenter les Postes de patrouille (exemple entre Kasese et Itebero)
2. Réhabiliter les routes de desserte agricole, centre de santé, écoles et développer/ diversifier les activités alternatives génératrices de revenu : Agriculture et autre par manque de route les productions agricoles pourrissent.
3. Appuyer la mise en place des CCC et CGCC. Donner un document explicatif qui permettra déjà de commencer à en parler.
4. Associer les militaires (auditorat) et les chefs traditionnels aux formations des OPJ
5. Trouver des solutions à la destruction des cultures comme : prime compensatoire et ou apprendre les techniques de refoulement des animaux
6. Multiplier les voyages d'échange d'expériences interprovincial et à l'extérieur du pays. Y associer les leaders d'opinion qui appuieront les chefs dans la sensibilisation

7. Disponibiliser le matériel et équipement pour la sensibilisation et prévoir même un petit budget (matériel didactique...).
8. Accompagner les chefs à mobiliser les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des PDL et financer et/ ou aider à mobiliser les fonds pour les activités CoCo
9. Recruter en priorité les enfants du terroir et mécaniser les agents NU. Sinon trouver une autre solution à leur problème.
10. Encourager le microzonage qui permettra d'identifier et de cartographier les zones d'intérêts communautaire et de zone de conservation intégrale
11. Les chefs traditionnels sont « l'Etat ». A ce titre et en tant que détenteurs d'un pouvoir fort, peuvent arrêter des braconniers et / ou les dénoncer. Mais le travail étant bénévole, il faut prévoir une motivation.
12. Sensibiliser les autres couches sociales telle que autorités militaires et politiques pour faire respecter les lois (période de chasse, utilisation du matériel de pêche conforme...)
13. Implication des chefs traditionnels dans l'interdiction des feux des brousses sauvages)

Les chefs traditionnels de Katanga remercient les organisateurs de les avoir associés pour la première fois à ce genre de rencontre et espèrent bénéficier de voyage d'échange d'expérience tel qu'initialement prévu.

Tous les chefs traditionnels présents à l'atelier de réseautage dont listes de présence en annexe sommes conscients que l'approche CoCo est indispensable à l'amélioration des conditions sociales et économique des communautés qui sont des préalables nécessaires afin d'obtenir l'implication effective des communautés à la préservation des APs.

En foi de quoi prenons l'engagement ci –après :